



*Syndicat Intercommunal pour la Collecte  
et le Traitement des Eaux Usées  
des Bassins de la Thève et de l'Ysieux*

## **Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du SPANC**

### **Service Public de l'Assainissement Non Collectif**



**EXERCICE 2018**

## **RAPPORT ANNUEL DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

**(En application de l'article D.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par le Décret N° 2007-675 du 2 mai 2007 et du Décret N° 95-635 du 6 mai 1995)**

### **RAPPORT 2019 relatif à l'exercice 2018**

#### **Préambule**

Le présent document établi par le Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Eaux Usées des Bassins de la Thève et de l'Ysieux (SICTEUB), a pour objet de présenter aux élus du Comité Syndical ainsi qu'aux Maires des communes adhérentes, pour diffusion auprès de leurs conseils municipaux et de leurs administrés, **un rapport annuel sur le prix et la qualité du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) relatif à l'exercice 2018.**

Le présent rapport annuel a été établi conformément aux dispositions de la loi Barnier n°95-101 du 2 février 1995 et décret d'application n°2000-404 du 11 mai 2000.

Rapport annuel relatif au prix et à la qualité du service public de l'assainissement collectif pour l'exercice présenté conformément à l'article L2224 - 5 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007.

**INDICATEURS 2018** : les données et indicateurs réglementaires à intégrer dans les rapports annuels sur les prix et la qualité des services de l'assainissement ont été définis par arrêté du 2 mai 2007 et modifiés par l'arrêté du 2 décembre 2013 qui précise les calculs d'indicateurs spécifiques du Service Public d'Assainissement Non Collectif. Ce nouveau dispositif réglementaire offre un référentiel pour les engager dans une démarche de développement durable.

#### **Indicateurs descriptifs des services**

**D301.0** : Evaluation du nombre d'habitants desservis par le service public d'assainissement non collectif,  
**D302.0** : Indice de mise en œuvre de l'Assainissement Non Collectif

#### **Indicateurs de performance**

**P301.3** : Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif

# SOMMAIRE

---

- 1 Caractéristiques techniques du Service Public de l'Assainissement Non Collectif**
  - 1.1 Territoire desservi et mode de gestion du service**
  - 1.2 Population desservie**
  - 1.3 Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif**
  
- 2 Tarification, recettes et dépenses du service**
  - 2.1 Modalités de tarification**
  - 2.2 Recettes d'exploitations**
  - 2.3 Dépenses d'exploitation**
  
- 3 Indicateurs de performance**
  - 3.1 Contrôle des installations neuves ou réhabilitées**
  - 3.2 Contrôle des installations existantes**
  - 3.3 Contrôle de bon fonctionnement et d'entretien**
  
- 4 Financement des investissements**
  - 4.1 Travaux réalisés**
  - 4.2 Dette**



## 1 Présentation générale du Service Public d'Assainissement Non Collectif

Par arrêté Inter-préfectoral n°A12-003-SRCT, le Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Eaux Usées des Bassins de la Thève et de l'Ysieux (SICTEUB) a pris la compétence "Assainissement Non Collectif" à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012. Ce transfert concerne toutes les communes adhérentes au syndicat pour l'assainissement collectif, à l'exception des communes de Thiers-sur-Thève et de Pontarmé qui ont déjà transféré cette compétence à la Communauté de Communes des Cœur Sud Oise dont elles sont membres.

Ainsi la compétence Assainissement Non Collectif du SICTEUB s'étend sur 19 communes réparties sur deux départements selon :

### 14 dans le Val d'Oise :

Asnières-sur-Oise, Bellefontaine, Chaumontel, Fosses, Jagny-sous-Bois, Lassy, Le Plessis-Luzarches, Luzarches, Marly-la-Ville, Noisy-sur-Oise, Saint-Witz (limité à la zone industrielle), Seugy, Survilliers et Viarmes

### 5 dans l'Oise :

Coye-la-Forêt, La Chapelle-en-Serval, Mortefontaine, Orry-la-Ville et Plailly

Par application de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, le SICTEUB doit présenter un rapport annuel sur le prix de la qualité du Service Public d'Assainissement Non Collectif. Le décret n°2007-675 du mai 2007 précise la liste des indicateurs qui doivent figurer dans ce rapport.

Il a pour objectif d'informer les élus et les usagers sur le fonctionnement du Service Public d'Assainissement Non Collectif.

### **1.1 Territoire desservi et mode de gestion du service**

La loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et l'article L. 2224-9 du Code Général des collectivités territoriales imposaient aux communes que le contrôle des Assainissements Non Collectif soit assuré sur l'ensemble du territoire français au plus tard le 31 décembre 2005. Les décrets du 3 juin 1994 et l'arrêté du 6 mai 1996 en précisait les modalités d'application. La loi sur l'eau (LEMA) du 30 décembre 2006 confirme et précise le rôle des communes pour le contrôle de l'assainissement non collectif avec une nouvelle échéance : il faut que les communes aient réalisé les contrôles au plus tard au 31 décembre 2012 (avec une périodicité qui ne peut excéder 10 ans).

Le territoire compte 55 736 habitants (population totale issue du recensement de 2015, en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2017). De 2005 à 2007, le SICTEUB, dans le cadre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, a lancé les études des Schéma Directeur d'Assainissement pour le compte des communes de son territoire, aboutissant à la définition des zonages d'assainissement pour chaque commune. Ces schémas directeurs sont actuellement en cours de révision pour les communes de l'Oise et vont l'être prochainement pour les communes du Val d'Oise

Le siège social du SPANC est situé dans les locaux administratifs du SICTEUB, sur le site de la station d'épuration d'Asnières sur Oise, le SPANC du SICTEUB est géré et exploité en régie dotée de l'autonomie financière.

Le SICTEUB a en charge depuis 1<sup>er</sup> janvier 2012 les compétences obligatoires du SPANC, définies à l'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article L1331-11-1 du Code de la Santé Publique, à savoir :

- Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter : les contrôles de conception et de bonne exécution,
- Dans le cas des installations existantes : le diagnostic initial et le contrôle préalable aux ventes,
- Le contrôle périodique de l'entretien,
- La perception d'une redevance auprès des usagers concernés.

Le SPANC est intégré dans le Service Exploitation du SICTEUB et comprend un technicien en charge de réaliser les différents contrôles à réaliser dans le cadre des compétences obligatoires.

Le règlement de service définit les missions du service et leurs modalités de mise en œuvre. Il rappelle également les obligations du SPANC et des usagers émanant des lois sur l'eau, de la réglementation nationale et départementale en vigueur.

## **1.2 Population desservie<sup>1</sup>**

Par soustraction du nombre des abonnés des services d'assainissement collectif à celui des services d'eau potable sur les communes concernées, et en recoupant ces informations avec les plans de zonage d'assainissement, le nombre d'installations d'assainissement non collectif a été estimé à 538 environ en 2018.

Une légère diminution de cette estimation est constatée compte tenu des extensions de réseaux d'assainissement collectif réalisées :

- Allée du milieu à Marly la Ville (suppression de 8 ANC),
- Hameau de la sucrerie à Marly la Ville (suppression de 17 ANC),
- Route de Survilliers à Saint Witz (suppression de 2 ANC),

### 1.3 Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif

Le contrôle des installations d'assainissement existantes a été réalisés essentiellement dans le cadre des ventes immobilières ou de demandes spécifiques de propriétaires soucieux d'avoir une installation respectueuse de l'environnement.

La campagne de diagnostic initial des installations existantes n'est pas achevée à ce jour. Pour s'inscrire dans cette démarche, cette prestation de contrôle de l'existant va être externalisée par le lancement d'un marché public pour les ANC non concernées par une vente immobilière. Ce marché a été passé par le SICTEUB courant d'année 2018 mais n'a pas pu aboutir, faute de candidats. Le Cahier des Charges va être revu courant 2019 afin de relancer la procédure en espérant obtenir les candidatures voulues et ainsi finaliser la campagne de diagnostics initiaux

L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif est un indicateur permettant de mesurer la maîtrise des pollutions domestiques diffuses et d'apprécier l'étendue des prestations assurées en assainissement non collectif des missions obligatoires en charge par le SICTEUB.

Cet indice (qui décrit la situation au 31 Décembre de l'exercice présenté) a une valeur comprise entre 0 et 140. Le mode de calcul est précisé par l'arrêté du 2 décembre 2013. Il repose sur deux séries d'éléments : les compétences obligatoires et les compétences facultatives. Il est à noter que les éléments facultatifs ne sont comptabilisés que si tous les éléments obligatoires sont assurés.

**L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif 2018, pour le SPANC du SICTEUB est de 110.**

## 2 **Tarification, recettes et dépenses du service**

### 2.1 Modalités de tarification

La tarification des contrôles réalisés par le SPANC a été fixée par délibération du Comité Syndical du 12 Décembre 2011 [n°2011-48], et actualisée annuellement, ce qui conduit aux forfaits suivants pour 2017 :

Contrôle des installations neuves	
Contrôle de conception / implantation	99,03 € TTC
Frais de déplacements en cas d'absence de l'utilisateur au rendez-vous	49,51 € TTC
Contrôle de réalisation / bonne exécution	99,03 € TTC
Frais de déplacements en cas d'absence de l'utilisateur au rendez-vous	49,51 € TTC
Contrôle des installations existantes	

Diagnostic des installations existantes	123,79 € TTC
Frais de déplacements en cas d'absence de l'utilisateur au rendez-vous	61,89 € TTC
Contrôle d'entretien et de bon fonctionnement	99,03 € TTC
Frais de déplacements en cas d'absence de l'utilisateur au rendez-vous	49,51 € TTC

## 2.2 Recettes d'exploitation

Pour l'année 2018, les recettes des redevances de contrôle du neuf et de l'existant s'élèvent à **2 744,01 € HT**.

## 2.3 Dépenses d'exploitation

Pour l'année 2018, les dépenses de fonctionnement du SPANC s'élèvent à **2 744,01 € HT**. Les charges de personnel représentent **2 592,26 € HT** soit **94.47 % des dépenses totales**, le reste étant lié à l'achat de matériel et les dépenses connexes liées à la transmission des courriers et des rapports.

## 3 Indicateurs de performance

L'arrêté du 2 mai 2007 modifié précise : "l'indicateur mesure le niveau de conformité du parc de dispositifs d'assainissement non collectif en zone d'assainissement non collectif. Exprimé en pourcentage, il est égal au rapport entre le nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service à la fin de l'année considérée et le nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service".

Il est à noter que cet indicateur n'introduit pas d'éléments sur la qualité du service rendu. Il est uniquement quantitatif.

Avec 18 dispositifs d'Assainissement Non Collectif contrôlés en 2018 présentant un impact sur l'environnement, la santé ou la sécurité des personnes, 9 ont fait l'objet d'une mise en conformité (phases conception et/ou réalisation).

**Cet indicateur passe pour l'année 2018 à 50 %.**

Compte-tenu de la réglementation, le suivi des mises en conformité des installations d'assainissement non collectif reste difficile à mettre en œuvre consécutivement :

- Aux délais réglementaires de mise en conformité des installations contrôlées hors ventes (4 ans ou sans délais réglementaire),



- De la recherche du patronyme des nouveaux propriétaires pour celles contrôlées dans le cadre des ventes,
- Des délais de mis en œuvre inhérent à la procédure réglementaire (validation par le SPANC du projet nécessitant une étude de filière avant tout travaux de mise en conformité).

### **3.1 Contrôle des installations neuves ou réhabilitées**

En 2018, 6 installations ont été contrôlées en phase conception et 3 en phase de réalisation dans le cadre de demande de permis de construire ou de réhabilitations de dispositif d'assainissement non conformes.

### **3.2 Contrôle des installations existantes**

En 2018, 22 installations existantes ont été contrôlées. 4 installations ne présentaient pas d'impact sur l'environnement, la santé ou la sécurité des personnes, soit 18,2 % d'installations existantes contrôlées dans l'année.

### **3.3 Contrôle de bon fonctionnement et d'entretien**

L'ensemble des installations existantes n'ayant pas été contrôlé à ce jour, et la périodicité choisie pour les contrôles d'entretien et de bon fonctionnement étant de 10 ans (périodicité maximale), aucun contrôle d'entretien et de bon fonctionnement n'a été mis en place en 2018 en dehors de ceux réalisés dans le cadre du diagnostic existant réalisés dans le cadre des ventes.

## **4 Financement des investissements**

### **4.1 Travaux réalisés**

SANS OBJET – Le service se limitant aux missions obligatoires de contrôle, il n'effectue pas de travaux.

### **4.2 Dette**

SANS OBJET





# SICTEUB DE LA THEVE ET DE L'YSIEUX

## **Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'assainissement non collectif**

### **Exercice 2018**

Rapport annuel relatif au prix et à la qualité du service public de l'assainissement collectif pour l'exercice présenté conformément à l'article L2224 - 5 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007.

Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.

Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur, la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)

Envoyé en préfecture le 07/08/2019

Reçu en préfecture le 07/08/2019

Affiché le 07/08/2019



ID : 095-259500940-20190807-2019\_028\_2-AU

**Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT**



## *Table des matières*

<b>1. CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE .....</b>	<b>2</b>
1.1. PRESENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI.....	2
1.2. MODE DE GESTION DU SERVICE.....	2
1.3. ESTIMATION DE LA POPULATION DESSERVIE (D301.0).....	2
1.4. INDICE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (D302.0).....	3
<b>2. TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT ET RECETTES DU SERVICE .....</b>	<b>4</b>
2.1. MODALITES DE TARIFICATION .....	4
2.2. RECETTES .....	4
<b>3. INDICATEURS DE PERFORMANCE.....</b>	<b>1</b>
3.1. TAUX DE CONFORMITE DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (P301.3) .....	6
<b>4. FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS.....</b>	<b>8</b>
4.1. MONTANTS FINANCIERS DES TRAVAUX REALISES .....	8
4.2. PRESENTATION DES PROJETS A L'ETUDE EN VUE D'AMELIORER LA QUALITE DU SERVICE A L'USAGER ET LES PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES DU SERVICE .....	8

# 1. Caractérisation technique du service

## 1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau  communal  
 intercommunal

- Nom de la collectivité : SICTEUB DE LA THEVE ET DE L'YSIEUX
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
- Compétences liée au service
  - Contrôle des installations
  - Traitement des matières de vidanges
  - Entretien des installations
  - Réhabilitation des installations
  - Réalisation des installations
- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Asnières-sur-Oise, Bellefontaine, Chaumontel, Coye-la-Forêt, Fosses, Jagny-sous-Bois, La Chapelle-en-Serval, Lassy, Le Plessis-Luzarches, Luzarches, Marly-la-Ville, Mortefontaine, Noisy-sur-Oise, Orry-la-Ville, Plailly, Saint-Witz, Seugy, Survilliers, Viarmes
- Existence d'une CCSPL.  Oui  Non
- Existence d'un zonage  Oui, date d'approbation : .....  Non
- Existence d'un règlement de service  Oui, date d'approbation : .....  Non

## 1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en Régie par Régie à autonomie financière

## 1.3. Estimation de la population desservie (D301.0)

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – qui n'est pas desservie par un réseau d'assainissement collectif.

Le service public d'assainissement non collectif dessert 1 340 habitants, pour un nombre total d'habitants résidents sur le territoire du service de 55 736.

Le taux de couverture de l'assainissement non collectif (population desservie rapporté à la population totale du territoire couvert par le service) est de 2,4 % au 31/12/2018. (2,4 % au 31/12/2017).

#### 1.4. Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0)

Il s'agit d'un indicateur descriptif, qui permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service. Il se calcule en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A et B ci-dessous.

Attention : le tableau B n'est pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est égal à 100.

		Exercice 2017	Exercice 2018
<b>A – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service</b>			
20	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	Oui	Oui
20	Application d'un règlement du service approuvé par une délibération	Oui	Oui
30	Vérification de la conception et de l'exécution de toute installation réalisée ou réhabilitée depuis moins de 8 ans	Oui	Oui
30	Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien de toutes les autres installations	Non	Oui
<b>B – Éléments facultatifs pour l'évaluation de la mise en œuvre du service</b>			
10	Le service assure à la demande du propriétaire l'entretien des installations	Non	Non
20	Le service assure sur demande du propriétaire la réalisation et la réhabilitation des installations	Non	Non
10	Le service assure le traitement des matières de vidange	Oui	Oui

L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif du service pour l'année 2018 est de 110 (70 en 2017).

## 2. Tarification de l'assainissement et recettes du service

### 2.1. Modalités de tarification

La redevance d'assainissement non collectif comprend une part destinée à couvrir les compétences obligatoires du service (contrôle de la conception, de l'implantation, de la bonne exécution et du bon fonctionnement des installations) et, le cas échéant, une part destinée à couvrir les compétences qu'il peut exercer – s'il le souhaite – à la demande des propriétaires (entretien, réalisation ou réhabilitation des installations, traitement des matières de vidange) :

- la part représentative des compétences obligatoires est calculée en fonction de critères définis par décision de l'assemblée délibérante de la collectivité ; la tarification peut soit tenir compte notamment de la situation, de la nature et de l'importance des installations, soit être forfaitaire ou dépendre des volumes d'eau potable consommés ;
- la part représentative des prestations facultatives n'est due qu'en cas de recours au service par l'utilisateur ; la tarification doit impérativement tenir compte de la nature des prestations assurées.

Les tarifs applicables aux 01/01/2018 et 01/01/2019 sont les suivants :

Tarifs	Au 01/01/2018	Au 01/01/2019
<b>Compétences obligatoires</b>		
Tarif du contrôle des installations neuves en €		
Tarif du contrôle des installations existantes en €		
Tarifs des autres prestations aux abonnés en €		
<b>Compétences facultatives</b>		

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- > Délibération du / / effective à compter du / / fixant ...
- > Délibération du / / effective à compter du / / fixant ...
- > Délibération du / / effective à compter du / / fixant ...

### 2.2. Recettes

	Exercice 2017			Exercice 2018		
	Collectivité	Déléataire (le cas échéant)	Total	Collectivité	Déléataire (le cas échéant)	Total
Facturation du service obligatoire en €						
Facturation du service facultatif en €						
Autres prestations auprès des abonnés en €						
Contribution exceptionnelle du budget						

Envoyé en préfecture le 07/08/2019

Reçu en préfecture le 07/08/2019

Affiché le 07/08/2019

ID : 095-259500940-20190807-2019\_028\_2-AU



général en €							
Autre en € : .....							

### 3. Indicateurs de performance

#### 3.1. Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif (P301.3)

Cet indicateur a vocation à évaluer la protection du milieu naturel découlant de la maîtrise des pollutions domestiques. Pour ce faire, il mesure le niveau de conformité de l'ensemble des installations d'assainissement non collectif sur le périmètre du service, en établissant un ratio entre :

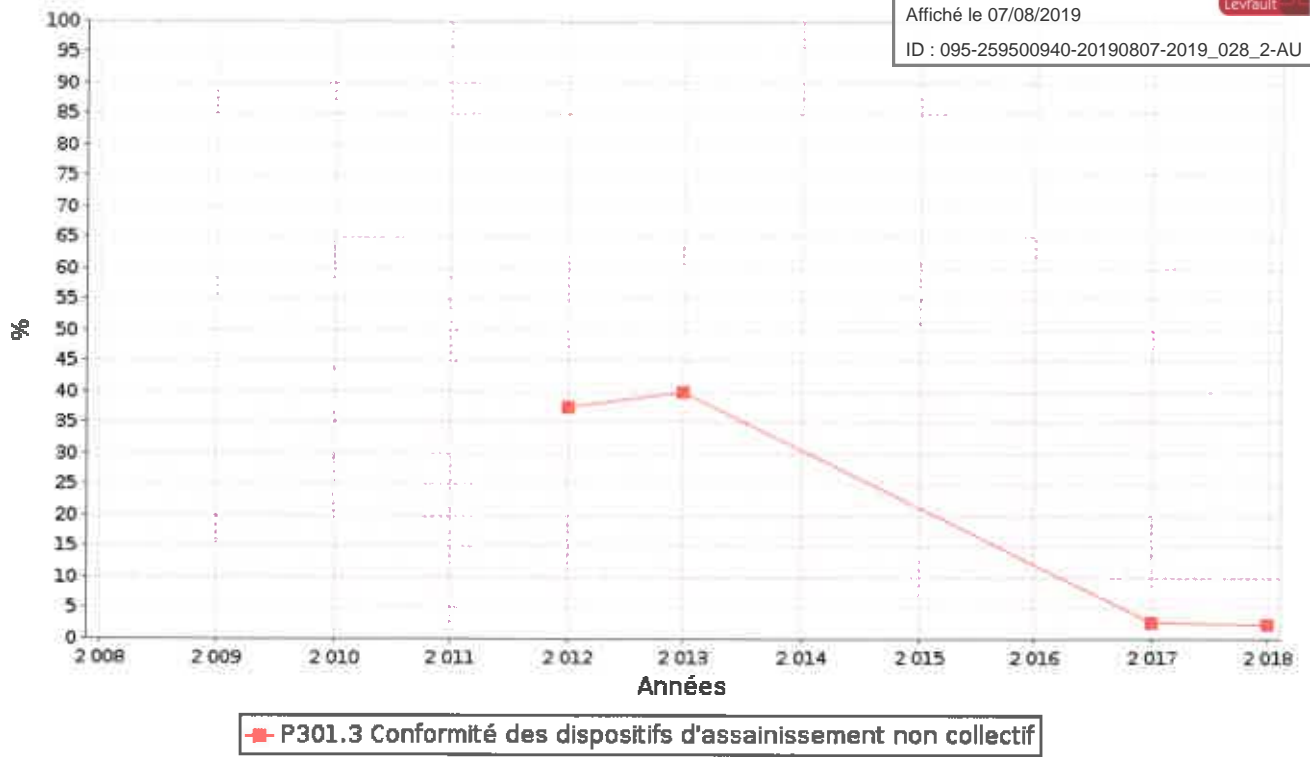
- d'une part le nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service **depuis la création du service jusqu'au 31/12/N**,
- d'autre part le nombre total d'installations contrôlées **depuis la création du service jusqu'au 31/12/N**.

**Attention** : cet indice ne doit être calculé que si l'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif est au moins égal à 100.

$$\text{taux de conformité des dispositifs d'assainissement collectif} = \frac{\text{nombre d'installations contrôlées conformes ou mises en conformité}}{\text{nombre total d'installations contrôlées}} * 100$$

	Exercice 2017	Exercice 2018
Nombre d'installations contrôlées conformes ou mises en conformité	4	4
Nombre d'installations contrôlées depuis la création du service	150	181
Autres installations contrôlées ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement	—	—
Taux de conformité en %	2,7	2,2







## 4. Financement des investissements

### 4.1. Montants financiers des travaux réalisés

Le montant total des travaux réalisés durant l'exercice budgétaire 2018 est de  €.

### 4.2. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'utilisateur et les performances environnementales du service

Projets à l'étude	Montants prévisionnels des travaux en €